

Berlin va dépenser des milliards pour accueillir 800.000 migrants

Extrait de La Libre

La semaine dernière le gouvernement avait annoncé que cette année 800 000 migrants arriveraient en Allemagne, quatre fois plus qu'en 2014. Berlin va devoir déboursier des milliards. Hier le cabinet fédéral a doublé à un milliard l'aide financière pour les municipalités en 2015. À moyen terme trois milliards par an seront appropriés, a déclaré le leader social-démocrate Sigmar Gabriel. "*La situation est maîtrisable*", a assuré le ministre des finances Wolfgang Schäuble.

En visitant un foyer dans le quartier berlinois de Wilmersdorf, le président Joachim Gauck, Allemand de l'Est comme la chancelière, a brocardé le *Dunkeldeutschland*, l'Allemagne obscurantiste des "*incendiaires et agitateurs racistes*". Aux gens qu'intimide l'arrivée massive de migrants, l'ex-pasteur protestant a dit : "*Je vous prie de ne pas céder à la peur. L'Allemagne est capable de relever le défi*". La majorité des attaques contre les foyers a lieu en ex-RDA.

Cantonnée derrière le rideau de fer, la population n'avait pas pu voyager à l'étranger comme les Allemands de l'Ouest. À l'Est même un *Wessi* (Allemand de l'Ouest) est souvent regardé de travers. Mais, en général, il y a un étonnant, mais remarquable, élan de solidarité en faveur des migrants. "*Les actes xénophobes sont l'exception qui confirment la règle*", a dit à la chaîne Phoenix le politologue Volker Kronenberg de Bonn. Le douloureux souvenir de la Seconde guerre mondiale explique peut-être pourquoi beaucoup d'Allemands veulent être des cosmopolites.

Pourquoi les Allemands ont-ils un cœur si grand?

Le Soir - DÉBATS - WILLIAM BOURTON et PHILIPPE DE BOECK - 31 AOÛT 2015

Dans la crise migratoire qui déchire l'Europe, l'Allemagne se signale par sa générosité. Merkel brandit les idéaux de l'Union. Comment expliquer cette attitude?

> ***Par simple humanité désintéressée ?***

Hendrik Vos (Université de Gand) : « Par pragmatisme, je pense. Il n'y a pas de barbelés autour de l'Allemagne et vingt-cinq ans après la Chute du Mur, il serait impensable d'en installer un nouveau. Les réfugiés peuvent donc sans problème entrer

dans le pays. On a dit pendant des années qu'on n'accueillerait pas de réfugiés économiques mais bien des gens fuyant la guerre et cherchant refuge en Europe. Aujourd'hui, ce sont ces gens-là qui viennent frapper à nos portes. Les dirigeants allemands trouvent dès lors qu'il faut être conséquent par rapport aux discours et ne pas commencer avec des discours ou des arguments qui compliquent leur accueil ».

Ferdinand Teuber (UCL) : « Il est vrai que le gouvernement fédéral a de facto suspendu les accords de Dublin pour les réfugiés syriens la semaine passée. Cela veut dire que les demandeurs d'asile syriens ne seront plus renvoyés vers le premier pays de l'Espace Schengen où ils arrivent mais que leur demande sera traitée en Allemagne. Ceci peut être vu comme un acte de générosité vis-à-vis des pays concernés ou d'humanité vis-à-vis des réfugiés mêmes qui souhaitent faire leurs demandes en Allemagne. De l'autre côté, cette suspension de facto a l'avantage de décharger l'administration d'une procédure difficile afin de déterminer le pays responsable selon les accords de Dublin et de libérer des ressources pour s'occuper des quelque 250.000 demandes d'asile non-traitées ».

Johann Chapoutot (Sorbonne nouvelle Paris III) : « L'attitude du gouvernement allemand tranche singulièrement avec celle des autres gouvernements européens : le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizières, estime à 800 000 le nombre total des réfugiés ou migrants demandeurs d'asile en Allemagne pour 2015... soit près du double du record enregistré en 1992 (438 000) au moment où l'Allemagne subissait le contrecoup de la guerre en ex-Yougoslavie. Le gouvernement d'Angela Merkel, composé de partis de droite (CDU-CSU) et de gauche (SPD) est unanime dans sa décision : faire face, et accueillir au mieux le plus grand nombre. Cette décision, objet d'un consensus politique, est également l'objet d'un consentement social : d'après un sondage de la ZDF, 60 % des Allemands approuvent leur gouvernement. Ces sondages sont confirmés par les observations de terrain : les communes se mobilisent, les citoyens aussi, notamment les retraités, bénévolement, pour loger, nourrir et soigner. L'ombre au tableau : la multiplication des agressions, voire des attentats, contre des foyers de réfugiés, notamment en ex-Allemagne de l'Est (Saxe, Thuringe, Brandebourg), soit des régions fortement frappées par le chômage et où l'extrême-droite prospère. »

> Parce qu'elle a besoin de main-d'œuvre ?

Hendrik Vos (Université de Gand) : « Ce n'est certainement pas la raison principale. Ce serait trop cynique. Par contre, il est vrai que bon nombre d'économistes insistent beaucoup sur le fait que l'afflux de migrants peut avoir des effets positifs, certainement à long terme et dans des pays confrontés à un vieillissement de la population.

C'est la raison pour laquelle les responsables politiques ne dramatisent pas la situation face à un afflux massif. Mais ce n'est pas en raison des effets économiques potentiellement intéressants qu'ils l'autorisent ou l'organisent. Car il y a pas mal de protestation et de résistance du côté de la population. Ce serait plus facile pour Merkel d'adopter une ligne dure sur la question. Mais elle ne le fait pas. »

Ferdinand Teuber (UCL) : « Des représentants de l'économie allemande ainsi que les experts du marché du travail se plaignent ou constatent respectivement une pénurie de main-d'œuvre dans une série de secteurs et de métiers. Il existe de ce côté une volonté d'ouvrir davantage le marché du travail à l'immigration. En plus, il y a aussi une discussion de réformer la législation pour attirer des immigrants qui remplissent un certain profil. Cela dit, il se traiterai-là plutôt d'une immigration choisie à la nord-américaine. Les réfugiés ne correspondent naturellement pas forcément aux profils en pénurie. En conséquence, même si l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail a été récemment simplifié – tout en restant assez réglementé – cela ne signifie pas qu'une ouverture de la politique d'asile se serait produite pour cette raison. »

Johann Chapoutot (Sorbonne nouvelle Paris III) : « La situation démographique de l'Allemagne est préoccupante pour l'industrie de ce pays. Eurostat a calculé que, de 80,6 millions d'habitants en 2015, l'Allemagne passerait à 75,5 en 2030, soit une perte sèche de 5 millions d'habitants en quinze ans. Pour les décennies suivantes, la projection statistique est tout aussi pessimiste : Eurostat prévoit une population allemande de moins de 60 millions en 2060, soit une perte de 21 millions d'habitants en 45 ans. Face à cette réalité, due largement au déficit naturel, mais aussi, marginalement, à une émigration des jeunes (phénomène de mobilité des jeunes générations constaté ailleurs), le gouvernement allemand veut faire du pays une nation d'immigration et d'intégration : réforme du droit de la citoyenneté sous Schroeder (reconnaissance du droit du sol), large ouverture sous Merkel... Le symbole heureux de cette évolution est une petite fille d'origine ghanéenne, née en janvier 2015 d'une mère, Ophelya Adé, réfugiée à Hannovre. Cette enfant est allemande par la loi et sa maman l'a prénommée... Angela Merkel. L'officier d'Etat-civil a d'abord ri puis a inscrit le nom, très ému. »

> Pour gommer sa mauvaise image suite à la crise grecque ?

Hendrik Vos (Université de Gand) : « Le fait que l'Allemagne l'a joué très dur durant la crise grecque joue peut-être aussi un rôle. Il faut savoir qu'une partie du monde politique allemand est consternée par l'image qui a été accolée à l'Allemagne durant la crise grecque ». »

Ferdinand Deuter (UCL) : « Les réactions positives au niveau international sur la

suspension des accords de Schengen pour les réfugiés syriens n'ont sûrement pas déplu à Berlin. Or, la motivation n'était probablement pas de se faire aimer auprès des électeurs de l'Europe du Sud. Il paraît plus plausible qu'il s'agit aussi partiellement d'un signal aux partenaires européens signifiant que l'Allemagne est prête à assumer sa responsabilité dans une solution collective de la crise des réfugiés. »

Johann Chapoutot (Sorbonne nouvelle Paris III) : « Désir de se refaire une image après la crise grecque ? Indubitablement. Lors des derniers débats au Bundestag portant sur les plans d'aide à la Grèce, Wolfgang Schäuble a été accusé de dégrader l'image de l'Allemagne : ce que nous avons mis des décennies à construire, lui a-t-on reproché en substance, soit une image positive de l'Allemagne, vous venez de le détruire pour quelques milliards. »

De fait, l'image de l'Allemagne était devenue très positive : Berlin est tout à la fois la capitale bobo, hipster et alternative de l'Europe, plébiscitée par les jeunes touristes et les jeunes parents ; l'équipe de football allemande, très multikulti a enchanté le monde entier en 2014 au Brésil et la coupe du monde 2006, qui se déroulait en Allemagne, avait fait découvrir une Allemagne accueillante, tolérante et festive. Les Allemands parlent même de Sommermärchen (conte d'été) pour désigner cet été et ce retour en grâce. Depuis 2010, cependant, mais surtout depuis la victoire de Syriza en Grèce fin janvier 2015, Angela Merkel et Wolfgang Schäuble apparaissent comme les défenseurs étriqués des pensions et comptes d'épargne de leur électorat... un déficit d'image désastreux que Merkel est soucieuse de compenser : elle ne peut pas entrer dans l'histoire comme une comptable médiocre et sans vision. La politique d'accueil des migrants et réfugiés lui permet de reconstruire une image humaniste et positive. Elle rattrape également un épisode désastreux de sa communication politique : le 16 juillet 2015, à Rostock, lors d'une rencontre avec des enfants réfugiés, elle a tenté de consoler une petite fille palestinienne qui pleurait de peur d'être renvoyée d'Allemagne en lui disant de ne pas se faire d'illusions : "C'est parfois dur, la politique (...). Si on dit, vous pouvez tous venir, on ne va pas y arriver. Certains devront repartir". La vidéo a soulevé une immense vague d'indignation en Allemagne. »

> Parce qu'elle a mauvaise conscience après 14-18 et 40-45 ?

Hendrik Vos (Université de Gand) : « La mauvaise conscience générée par le rôle des Allemands durant les deux Guerres mondiales joue certainement un rôle dans leur approche des choses. Il y a quand même quelque part le sentiment que l'Allemagne a une responsabilité spécifique quand on parle de guerre, de violence et des conséquences de tout cela. Bref, c'est un aussi un peu un cocktail de tout ça mis ensemble. »

Ferdinand Teuber (UCL) : « Je ne vois pas d'indices montrant que la mauvaise conscience générée par les deux conflits mondiaux joue un rôle important dans ce contexte-ci.

En ce qui me concerne, je pense que la décision de suspendre Dublin pour les réfugiés syriens devrait être vue dans un contexte plus large. Au niveau européen, Berlin est plus crédible quand elle incite ses partenaires à assumer leur part de la responsabilité ou de respecter les accords existants. La semaine passée Madame Merkel a, par exemple, demandé à l'Italie et à la Grèce de construire d'ici à la fin de l'année des centres d'accueil et d'enregistrement pour mieux gérer le flux d'immigrants. Au niveau national, l'ouverture envers les Syriens est accompagnée d'une volonté de durcir la politique d'accueil envers des réfugiés d'autres pays. En particulier, les réfugiés provenant des Balkans qui constituent le plus grand groupe de demandeurs d'asile en Allemagne (environ 90.000 par rapport à 44.000 Syriens), sont visés par ce durcissement. La tendance pour ce groupe dont le taux de reconnaissance du statut d'asile est extrêmement bas, va vers une procédure accélérée d'asile et de refoulement. On ferait donc probablement mieux de ne pas parler d'une ouverture uniforme de la politique d'asile mais d'une approche différenciée qui s'opère dans une opinion publique encore favorable à l'accueil de réfugiés tant qu'il s'agit des réfugiés provenant de zone de guerre et pas de "réfugiés économiques". »

Johann Chapoutot (Sorbonne nouvelle Paris III) : « Oui, cela joue, même si, de ce point de vue, l'Allemagne a très largement prouvé, et sur le long terme, que le IIIe Reich était bien loin : démocratie politique exemplaire, démocratie sociale avancée, État de droit irréprochable, presse pluraliste remarquable et culture politique avancée... Combattre l'image du passé criminel nazi n'est pas la préoccupation première du gouvernement fédéral, et à juste titre. »